



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Chine

Question au Gouvernement n° 391

Texte de la question

SITUATION AU TIBET

M. le président. La parole est à M. Lionnel Luca, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Lionnel Luca. Monsieur le ministre des affaires étrangères et européennes, ma question concerne les événements dramatiques du Tibet. Certains penseront peut-être : " encore ! ". Eh bien, oui, il faut en parler encore, en parler aussi longtemps qu'il y aura des assassinats, de la répression, des tragédies, pour ne pas oublier.

Monsieur le ministre, je souhaiterais que nous puissions ici témoigner de notre soutien au peuple tibétain, victime de la répression, que les élus rejoignent le groupe Tibet, qui est un interlocuteur entre l'ambassadeur chinois et le représentant du bureau du Tibet, que les maires hissent dans leur commune un drapeau du Tibet jusqu'aux jeux Olympiques, que nos concitoyens arborent un autocollant, pour affirmer haut et fort que personne n'est dupe en France du fait que les jeux Olympiques auront lieu dans la plus grande dictature du monde.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, je souhaiterais que vous relayiez le communiqué du Président de la République d'hier. Il s'agit d'un communiqué important dans lequel le Président de la République, en plus de faire part de son émotion, indique pour la première fois très clairement qu'il est nécessaire de renouer le dialogue entre les représentants du dalaï-lama et les autorités chinoises. Le Président a également fait part de la spécificité des relations diplomatiques entre la France et la Chine, dans la mesure où les représentants tibétains attendent que nos bonnes relations avec la Chine servent non pas à taire, mais au contraire à permettre le dialogue entre les autorités chinoises et eux-mêmes. Le fait que le Président de la République ait pu dire qu'il se tenait prêt à faciliter la reprise du dialogue me paraît extrêmement important, indépendamment des discussions que nous aurons avec nos partenaires européens. Monsieur le ministre, de quelle manière comptez-vous relayer l'initiative du Président de la République ?

Un mot pour dire que nous sommes un peu heurtés lorsque vous parlez de nos " amis chinois ". Nous, nous sommes les amis du peuple chinois, pas des représentants de la dictature. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, nous disons " nos amis chinois " comme nous disons " nos amis américains ", nos " amis allemands " ou nos " amis anglais ". *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Christian Vanneste Ah non, ce n'est pas comparable !

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. C'est une façon de s'exprimer quand on a quelque chose à demander. Il faut aussi tenir compte du fait que le peuple chinois lui-même n'est pas bien informé de ce qui se passe au Tibet.

Nous nous adressons aux dirigeants chinois pour leur demander de bien vouloir renouer le dialogue avec les Tibétains, un dialogue qui n'a encore rien donné et a été interrompu à six reprises depuis 2002. Comment faire ? Pour instaurer un dialogue il faut être deux. Les Tibétains y sont prêts, mais il faut aussi que cela soit le cas des Chinois. J'ai parlé hier pendant une heure et demie à mon homologue, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Yang, lequel prétend que la " clique du dalaï-lama " les a attaqués. Tout d'abord, je lui ai fait valoir qu'il ne devait pas s'exprimer ainsi s'agissant du dalaï-lama, lequel est toujours le bienvenu en France et ne me semble pas être dans cet état d'esprit. Ensuite, je lui ai fait observer que le dalaï-lama assurant n'être pour rien dans les événements qui ont eu lieu au Tibet et n'avoir donné aucun ordre, il convenait de vérifier tout

cela, et donc que la Chine accepte que des journalistes, sans doute aussi des diplomates et des parlementaires, se rendent sur place. Nous nous y employons.

Nous essayons de faire en sorte que le dialogue reprenne. M. Gordon Brown s'y emploie, de même que Mme Merkel. Il est important de parler à vingt-sept pour donner du poids à ces paroles. Certes, la France occupe une place spécifique dans ses relations avec le Tibet et la Chine, mais j'espère que, vendredi prochain, à Ljubana, en Slovénie, les vingt-sept ministres des affaires étrangères adopteront un texte commun redonnant espoir aux deux parties. Bien sûr, je déplore que l'on mette toutes les victimes dans un même sac, mais elles sont toutes à déplorer, qu'il s'agisse de Tibétains, de Chinois, de Hans ou de musulmans ! Nous ne faisons pas de tri parmi les victimes ! Donc, si nous pouvons obtenir une position commune vendredi prochain, ce sera un atout pour la position que défend la France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Lionnel Luca](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 391

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 mars 2008